

DÉCISION N°1104/2020 DU 12 AOÛT 2020

**ATTRIBUTION DE MARCHÉ
CONSTRUCTION D'UN LOCAL POUR LE SERVICE ENTRETIEN EXPLOITATION DE LA ROUTE
DE LA DTAM**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales
- VU** les articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique
- VU** la délibération n°303/2017 du 24 octobre 2017 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif
- VU** les crédits inscrits au budget territorial
- VU** l'avis de marché du 22 juin 2020 pour les travaux de construction d'un local pour le service entretien exploitation de la route de la DTAM
- VU** le procès-verbal de la commission des marchés à procédure adaptée en date du 23 juillet 2020

DÉCIDE

Article 1 : Le marché pour les travaux de construction d'un local pour le service entretien exploitation de la route de la DTAM est attribué à l'entreprise BATI-BOIS SARL pour un montant de cent vingt-neuf mille neuf cent trente-quatre euros et cinquante-trois centimes (129 934,53€).

Article 2 : La dépense sera imputée au chapitre 23, nature 231318, fonction 60 du budget territorial.

Article 3 : La présente décision fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Transmis au représentant de l'État

Le 12/08/2020

Publié le 13/08/2020

ACTE EXÉCUTOIRE

**Pour le Président
Le 4^{ème} Vice-Président**

Jean-Yves DESDOUETS

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

(*) Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.